

Le (date).....

Madame/Monsieur (votre nom).....

Adresse : (votre adresse)

A Madame/Monsieur.....

Député(e) de.....

Objet : Musique amplifiée et santé de l'audition.

Madame/Monsieur le député,

Vous n'ignorez pas que les troubles de l'audition sont en train de devenir un problème de santé publique majeur, en France comme dans tous les pays industrialisés. Certaines pratiques de loisir sont extrêmement préjudiciables pour l'ouïe, entre autres : discothèques, concerts de musique amplifiée, raves parties. Les traumatismes acoustiques créent en effet des lésions cumulatives et irréversibles de l'oreille interne qui ont pour nécessaire conséquence une dégradation de l'acuité auditive. Cette dégradation peut être brutale (surdité brusque) mais elle intervient généralement de manière insidieuse et progressive. Selon une étude épidémiologique effectuée il y a quelques années en région Rhône-Alpes, 11% des adolescents de 15 à 18 ans sont malentendants à des degrés divers. Je ne peux que souscrire au constat du Dr Claude HURIET, ancien vice-président de la commission des affaires culturelles du sénat : " Nous fabriquons une génération de sourds ! "

Mais la surdité n'est pas le seul risque auquel on s'expose en fréquentant régulièrement les concerts de musique amplifiée ou les discothèques. Les acouphènes (" Mes oreilles sifflent ! ") et l'hyperacousie (" Le bruit me fait mal ! ") sont en effet deux affections qui surviennent fréquemment lors de ces pratiques de loisir et dont les conséquences psycho-sociales peuvent être redoutables.

L'acouphène, dans sa forme chronique, va de la gêne légère ou supportable (de 6 à 10 millions de personnes dans notre pays, 1,6 million le qualifiant néanmoins d' " agressif " au vu des résultats statistiques collectés grâce aux questionnaires de santé) à l'entrave profonde de toute existence psychosociale : actuellement, 300.000 Français environ - chiffre en rapide augmentation - connaissent une véritable " descente aux enfers " dont le terme peut être une rupture du lien social, voire le suicide. La pharmacologie de l'acouphène et de l'hyperacousie comprend essentiellement des anxiolytiques, des antidépresseurs et des hypnotiques. Autrement dit, il n'existe actuellement, et sans doute encore pour de longues années, aucun traitement médicamenteux spécifique. Il n'existe pas non plus de " chirurgie de l'acouphène ".

Chaque année, on déplore 200.000 nouveaux cas d'acouphènes dans notre pays - dont 65%, soit 130.000 personnes, essentiellement des jeunes, à la suite d'un traumatisme acoustique.

C'est dire les ravages otologiques de notre "culture du bruit ". Remarquons enfin que l'usage des stupéfiants est de nature à potentialiser les effets destructeurs du bruit sur la cochlée.

Les trop rares avancées que nous constatons (médiatisation de notre handicap ; apparition de l'acouphène dans les programmes officiels de médecine et d'audioprothèse ; implication grandissante de la Société Française d'ORL ; reconnaissance et indemnisation - encore très insuffisante - en droit civil ; projets de réseaux de soins ; projet de création d'un prix scientifique réservé aux recherches sur l'acouphène et l'hyperacousie), ne sont dues qu'à l'action opiniâtre d'une association de patients, FRANCE ACOUPHÈNES, qui se bat depuis 1992, pour faire reconnaître la gravité du " handicap acouphénique " par les pouvoirs publics.

Il me paraît temps que les pouvoirs publics prennent enfin la mesure de l'urgence en terme de santé publique. Je vous serais très obligé(e) de bien vouloir, en tant qu'élu(e) de la République, intervenir en faveur de la réalisation des objectifs suivants :

- * L'inscription de l'acouphène dans les programmes officiels de médecine,
- * La reconnaissance - enfin ! - de l'acouphène et de l'hyperacousie en tant que véritables pathologies invalidantes, et la reconnaissance par la MDPH du handicap acouphénique et hyperacousique à la hauteur de sa sévérité et de son retentissement dans la vie psychosociale,
- * La réalisation d'une enquête parlementaire sur l'acouphène et l'hyperacousie, destinées à éclairer les pouvoirs publics sur l'urgence de la situation sanitaire,
- * La création dans chaque région administrative de centres de prise en charge médicale et de traitement,
- * Une implication accrue des laboratoires publics de recherche fondamentale,
- * Un financement national et international de la recherche, enfin à la hauteur du défi de santé publique que représentent l'acouphène et l'hyperacousie,
- * La mise en place d'une réelle politique de prévention et de campagne nationales de prévention (collèges, lycées, facultés, centres de formation) en direction des jeunes, devenus les premières victimes de l'acouphène et de l'hyperacousie (musique amplifiée + substances psychotropes = cocktail mortel pour l'audition !) La Journée Nationale de l'Audition, qui se tient chaque année depuis maintenant cinq ans, pourrait être l'occasion d'une véritable prise de conscience collective.
- * FAIRE RESPECTER et DURCIR la RÉGLEMENTATION Actuelle
- sur la sonorisation dans les salles de concert, discothèques et autres lieux publics (cinémas, grands magasins, galeries marchandes, etc.)
- sur les émissions sonores des appareils portatifs (mp3, téléphone etc...)

- La modification du seuil de décibels tolérés dans les lieux publics et au travail devrait être envisagée à court terme pour passer de 105 dB à 85 dB

* Le remboursement décent des matériels audioprothétiques

Nous vous remercions par avance de l'intérêt que vous porterez à ce courrier.

Veuillez agréer, Madame/Monsieur le député, l'expression de mon profond respect.

Signature :.....